


1 Million
Pour toi chaque jour
 Souscris à ton forfait à partir de 300F
 *909#
 Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg

Le Millionnaire c'est moi!



Togocom

JO PARIS 2024 :
Le Togo
en pole
position



Page 7

Le DIALOGUE

N° 0274 du 09 Février 2023
 Hebdomadaire togolais d'informations, d'analyse et de publicité. Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC - Prix : 250F CFA

Déclaration des biens :

Page 3



Derniers réglages pour l'aboutissement du processus

GESTION FONDS COVID ANNÉE 2020 :
La Cour des Comptes a fait sa part P.3



DÉSENGORGEMENT DE L'EMPRISE DES VOIES PUBLIQUES :
Le gouvernement déterminé à assainir les villes du pays P.4



FORUM DES PRODUCTEURS AGRICOLES À ATAKPAMÉ :
C'est parti pour la région des Plateaux Page 6



Un agriculteur dans son champs

LOI DE FINANCES, EXERCICE 2023 :

L'OTR démarre la campagne sur les principes fiscaux

L'Office Togolais des Recettes dans le souci d'amener la population à avoir une même lecture, et une compréhension unique des textes votés par le législateur, a lancé le mercredi 1er février dernier à l'Université de Lomé, sa campagne nationale de vulgarisation et de sensibilisation des principes fiscaux contenus dans la loi de finances, exercice 2023. Le lancement de cette campagne a été présidé par le Commissaire Général de l'OTR, Dr Kokou Philippe Tchodié. Il a été assisté par le Directeur de la législation Fiscale et du Contentieux avec l'appui de l'Unité de Politique Fiscale.

Le Commissaire Général de l'OTR a pour la circonstance fait comprendre à



Les officiels lors de la rencontre. Au milieu, le Commissaire Général de l'OTR, Dr Kokou Philippe Tchodié

l'assistance présente à cette rencontre, que le gouvernement à travers la nouvelle loi de finances 2023, veut accompagner efficacement le secteur privé à éclore. Une vision qui permettra à ceux du secteur privé de mieux honorer leurs engagements fiscaux ". C'est le lieu pour lui de faire une

lumière sur les efforts fiscaux consentis par l'exécutif pour faire face à la vie chère et soulager ainsi le panier de la ménagère.

Ces efforts sont entre autres applicables sur l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP), sur les cantines universitaires et des entreprises, la

réduction de la patente et enfin dans les BTP.

Notons qu'à l'issue de cette cérémonie de lancement, les responsables de l'office ont fait d'une pierre deux coups pour présenter, aux associations et organisations partenaires de l'Office, la plateforme numérique du Guichet

Unique de Dépôt des Etats Financiers (GUDEF), une innovation qui répond aux directives communautaires.

En quoi consiste cette plateforme et quelle est son avantage

Cette plateforme numérique est une institution mise en place pour la réception, de manière centralisée, des états financiers au profit des différents utilisateurs. Son avantage est qu'elle fait profiter en gain de temps et en ressources. Aussi elle permet de lutter contre la pluralité des Etats financiers, elle garantit l'unicité, l'homogénéité et la comparabilité des informations financières ainsi que l'amélioration de la qualité et la lecture de l'information financière.

Elom

LES MERCREDIS DU FISC N°06

Merçi!
pour votre participation

Prochain rdv



01
MARS



10H30
GMT



zoom



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Déclaration des biens :

Derniers réglages pour l'aboutissement du proces-

La déclaration des biens est une disposition prévue par la norme suprême de l'Etat. Ainsi, la Constitution oblige les personnalités et les fonctionnaires du pays à se prêter à cet exercice. Cette pratique dévolue au Médiateur de la République fait, depuis quelques semaines l'objet d'une campagne de sensibilisation. La campagne devrait se dérouler dans plusieurs villes du pays avec pour but de renforcer la confiance et le soutien des populations vis-à-vis du processus. Ce sera une occasion de créer les conditions d'une bonne collaboration entre l'administration et les administrés.



Mme Awa Nana-Daboya, le Médiateur de la République

Cette activité qui se déroule sur l'ensemble du territoire national marque ainsi le démarrage effectif

de la phase pratique de l'enregistrement des formulaires de déclaration. Elle sera ponctuée par des ateliers d'informations et d'échanges dans toutes les régions. Lors du lancement de cette phase Mme Awa Nana Daboya Médiateur de la République a souligné combien cette campagne est une étape importante qui permettra d'expliquer et de renforcer la confiance des

assujettis vis-à-vis du processus.

Pour le ministre en charge des relations avec les Institutions de la République, Christian Trimua, l'ambition poursuivie par l'exécutif au moyen de la déclaration des biens et avoirs est de promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions publiques, garantir l'intégrité, l'honnêteté et la probité des serviteurs de l'Etat et

prévenir l'enrichissement illégitime.

Christian Trimua a expliqué que, les membres du gouvernement seraient prêts à déclarer leurs biens et avoirs. Ils attendent juste que le Médiateur de la République leur communique les dates de départ et les délais pour cet effet.

Après avoir encouragé Madame le Médiateur et l'ensemble de ses services pour le processus en cours, le ministre des droits de l'homme chargé des relations avec les institutions de la République a rassuré que le gouvernement a été sensibilisé.

" Aujourd'hui l'ensemble des collègues, nous-mêmes et les plus hautes autorités de notre pays sommes prêts à faire nos déclarations des

biens et avoirs dès que Madame le Médiateur nous en donnera les dates de départ et les délais ", a souligné Christian Trimua.

M. Trimua a aussi insisté sur le fait que les ministres aimeraient le faire même le plus tôt possible même dans ce mois de février. Ainsi a-t-il exhorté les populations à poser toutes les questions au cours de la campagne d'information et de sensibilisation.

Rappelons que le Médiateur de la République, seule institution habilitée à recevoir les déclarations des hautes personnalités a d'ores et déjà déclaré son patrimoine devant la Cour constitutionnelle depuis plus d'un an.

SIBABI TALATA

GESTION FONDS COVID ANNÉE 2020 :

La Cour des Comptes a fait sa part

Depuis le début de la crise sanitaire due au coronavirus, nombreux sont les pays du monde qui ont eu à subir d'énormes conséquences à tous les niveaux. N'étant pas épargner, le Togo notre pays à travers ses propres moyens et celui des partenaires techniques et financiers est aussi arrivé à faire face à cette crise de Covid-19.

Ces mesures ont consisté à mettre sur pied un Fonds de Riposte de Solidarité Covid 19 (FRSC) qui est doté d'un montant de 400 milliards de francs CFA, mobilisable sur plusieurs années. Par rapport à ce fonds, une chose est de savoir s'il a été bien utilisé au plan national ? A cette interrogation, le gouvernement à travers son obligation de rendre compte au public, a instruit la Cour des Comptes à faire un audit des ressources mobilisées et des dépenses exécutées, par l'intermédiaire du Ministre de l'économie et des finances, pour la gestion 2020. Ce qui a été fait le 31 décembre 2020 et qui est de nos jours, accessible sur le site de la

Cour des Comptes et publié depuis le 7 février 2023 sur les réseaux sociaux.

Mis en place par le Gouvernement par ordonnance n°2020-002 du 11 mai 2020, les ressources du FRSC sont constituées des fonds alloués par l'Etat, du financement des partenaires techniques et financiers, des apports financiers du secteur privé national et international et des dons et legs de toute nature. C'est un fonds qui selon le rapport d'audit de la Cour des Comptes a reçu le soutien de différents partenaires techniques et financiers. A l'instar de ceux-ci, on y trouve :

- Banque Africaine de Développement (BAD +FAD);
- Agence Française de Développement (AFD) ;
- Banque Mondiale (BM - IDA) ;
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- Union Européenne (UE) ;
- Fonds Monétaire International (FMI) ;
- Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Il est indiqué que

la Solidarité Nationale y a également joué son rôle à travers une grande mobilisation. Notons que les ressources y relatives sont logées dans le compte Trésor Solidarité Covid-19, ouvert dans les livres de Coris-Bank Togo.

Rappelons que l'objectif de cette mission était d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante, dans le but de donner l'assurance que les ressources mobilisées, à travers le Fonds de Riposte et de Solidarité COVID-19 (FRSC) ont été utilisées conformément aux clauses des accords de dons et prêts d'une part, et dans le respect des textes en vigueur et de ceux pris dans le contexte d'urgence sanitaire, d'autre part, au titre de l'exercice budgétaire 2020.

Les impressions de la Cour des Comptes

Bien que cette mission d'audit a permis à la Cour des Comptes de relever des insuffisances dans l'utilisation des ressources mises à la disposition des ministères



sectoriels dans le cadre de la riposte contre la Covid 19, il ressort que les ressources mobilisées à travers le fonds de riposte ont été utilisées conformément aux clauses des accords de dons et de prêts d'une part, et aussi dans le respect des textes en vigueur et de ceux pris dans le contexte d'urgence sanitaire, d'autre part, au titre de l'exercice budgétaire 2020.

Les limites de la mission

Par rapport à ce niveau, la Cour des Comptes a remarqué la réaction tardive de certains acteurs impliqués dans la gestion des fonds, dans la production des informations demandées, notamment le ministère de l'économie numérique et les responsables des deux sociétés de

téléphonie mobile (Moov Africa et Togocom). Aussi il est à noter que cette Cour dans sa mission d'audit, n'a pas l'expertise nécessaire pour mieux vérifier la qualité des équipements médicaux qui ont été acquis dans la riposte de la Covid-19.

Aussi elle a fait savoir qu'elle n'a pas eu le temps nécessaire pour recourir aux services d'un expert en la matière ; difficultés inhérentes à la vérification de certains postes de dépenses importantes, notamment le matériel consommable (masques de protection, médicaments, gels, réactifs, etc.) acquis par l'Etat, faute de comptabilité matières ; Difficultés d'accès aux fournisseurs ou prestataires non-résidents.

ELOM

Désengorgement de l'emprise des voies publiques :

Le gouvernement déterminé à assainir les villes du pays

Le gouvernement dans un communiqué avait annoncé le désengorgement de l'emprise des voies publiques au plan national. Une opération qui selon le même communiqué va prendre effet à partir du 15 février prochain. A quelques jours de date butoir, une rencontre a réuni membres du gouvernement les préfets du Grand Lomé, d'Agoè-Nyivé et du Golfe, les élus locaux du grand Lomé ainsi que la directrice de l'EPAM.



Des usagers de la route

Cette rencontre du 7 février dernier, avait pour rencontre de faire le point de la situation et de son évolution suite à l'annonce du désengorgement de l'emprise des voies dans les 117 communes du pays.

A l'annonce de ce communiqué, ils sont nombreux à manifester leur mécontentement face à la décision du

gouvernement qui dit que : " À partir du 15 février 2023, tous les Conteneurs, Baraques, Expositions aux abords des trottoirs et dans les ruelles seront bannis des 117 Communes ". Suite aux réactions des uns et des autres, les élus locaux des différentes communes assistés par leurs conseillers municipaux ont eu à mener des campagnes de sensibilisation à l'endroit des riverains. L'urgence était de leur expliquer la

vision du gouvernement qui est celle d'assainir les voies publiques, ainsi que les conséquences auxquelles les riverains font face en occupant de façon anarchique les routes.

Pour cette rencontre du 7 février, les élus locaux du Grand Lomé ont profité de la circonstance pour faire le compte rendu de ces séries de sensibilisation qu'ils ont eu à faire sur le terrain. Après exposition des diffé-

rentes situations rencontrées sur le terrain, ceux de la commune du Golfe 4 ont profité de l'occasion pour faire une demande de proposition aux membres du gouvernement présents à cette rencontre.

Cette proposition consistait à ce que le gouvernement puisse à son niveau proroger le moratoire à six (06) mois pour permettre aux uns et aux autres de bien se préparer. Une proposition qui n'a pas eu gain de cause au niveau des membres du gouvernement.

Réaction des membres du gouvernement

Pour les membres du gouvernement, proroger une telle date, ouvrirait la porte à une incertitude quant à l'application effective de la décision. Donc il revient à chacun de retenir que cette

date du 15 février prochain reste inchangée au niveau du gouvernement.

Par contre, ils estiment qu'à partir de la première semaine de cette date moratoire, c'est-à-dire du 15 au 22 février 2023, tout se fera dans le calme suivi des amendes qui seront imposées aux récalcitrants.

Mais ce n'est qu'après ce temps, qu'ils pourront corser la mesure vis-à-vis de ceux qui iront à l'encontre de la décision de l'autorité. Bien avant que cela n'arrive, les membres du gouvernement ont profité pour encourager et inviter les élus locaux à accentuer davantage la sensibilisation afin que le plus grand nombre de riverains soient touchés pour que cette opération soit une réussite pour l'assainissement du pays.

Elom

EDUCATION :

Prof Dodzi Kokoroko nourrit l'ambition pour l'école togolaise

Depuis quelques jours, le ministre des enseignements primaire et secondaire a amorcé une tournée dans la région des Plateaux-Est.

Accompagné du député Meyébinsso Gnassingbé, le Prof Dodzi Komla Kokoroko

était vendredi 03 février 2023 dans la préfecture d'Amou où il a lancé les travaux de construction de bâtiments scolaires et remis du matériel informatique aux lycées de Kpategan et Amou Oblo.

Au nom des populations de ces localités, le député-maire Mey Gnassingbé a témoigné sa gratitude au gouvernement togolais. Par la même occasion, le Prof Kokoroko a échangé avec les élèves et le corps enseignants des lycées Kpategan, Amou-Oblo et Sodo.

Le ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat a également annoncé la mise à disposition dans les prochains jours, de 3000 tables-bancs dans chacune des 7 régions éducatives du Togo.

M. le ministre a réitéré à Amou Oblo l'engagement du gouvernement à améliorer la qualité de l'enseignement et d'augmenter les salles de classe au Togo. Il a rappelé l'ambition que nourrit le gouvernement togolais pour l'éducation.

Le Prof Kokoroko a expliqué que le gouvernement sous le leadership de Faure Gnassingbé apportera toutes les solutions nécessaires




Le ministre Dodzi Kokoroko

pour rehausser l'éducation au Togo.

Dans l'agenda du gouvernement pour redynamiser le système éducatif scolaire au Togo, il est également prévu le recrutement de 3500 enseignants cette année. L'exécutif entend également mettre à disposition des éco-


les du matériel de laboratoire et d'expérimentation pour tous les lycées du Togo. Pour accroître la capacité d'accueil des écoles dans toutes les régions du pays, il est prévu la mise à disposition de 3000 tables-bancs dans chaque région.

KADI



TARIF EXTERIEUR COMMUN

V.2022.SH



les 4+ du TEC

V.2022.SH

- Adaptation à l'évolution des pratiques commerciales
- Prise en compte des questions environnementales et sociales
- Prise en compte des progrès technologiques
- Prise en compte de la lutte contre le terrorisme par la spécialisation des Biens à Double Usages (BDU)

Téléchargeable sur www.otr.tg

En vigueur depuis le 1^{er} juillet 2022

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Le DIALOGUE

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 27 46 29

Rédaction :
Kadi,
Appolinaire,
Junior AGBÉ

Imprimerie :
Sans Dieu Rien (SDR)
Tirage :
1.500 exemplaires

TOURISME :

L'ambition du Togo pour une meilleure visibilité du site Koutammakou

Un atelier de validation du rapport d'étude de faisabilité du projet de valorisation du site Koutammakou s'est tenu le jeudi 2 février dernier à Livingstone Eco village, sis à Davié, en présence des autorités de la localité de Zio. C'est le ministre de la culture et du tourisme Dr Pierre Lamadokou qui a présidé les travaux de cette assise.



Dr Kossi Gbényo Lamadokou, ministre du Tourisme et des loisirs

On notait la présence des cadres de l'administration, du secteur privé et des associations du secteur de la culture et du tourisme.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la validation de l'étude de faisabilité pour le projet de valorisa-

tion du site de Koutammakou, le seul site togolais à ce jour classé au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2004.

Mais face aux nombreux problèmes constatés sur le site, le ministère de la culture et du tourisme est préoccupé pour une meilleure visibilité de ce site.

Il s'agira également

pour les participants d'apporter des observations au document élaboré par le cabinet en vue de sa validation.

La valorisation du site de koutammakou selon le ministre en charge de la culture et du tourisme docteur kossi Gbenyo LAMADOKOU passe par son aménagement et sa pro-

motion suivant le label de l'UNESCO. Le ministre a donc invité les participants à apporter leurs contributions pour un document complet. Il attache du prix au développement et à la promotion du secteur touristique inscrit dans la feuille de route gouvernementale à l'horizon 2025, à travers son projet 19 dans son axe stratégique 2 intitulé " Développer une offre touristique de loisirs ".

Le projet consiste concrètement à restaurer la forêt du site, réaliser des infrastructures d'accueil attrayantes, notamment un complexe hôtelier et un espace de reboisement. Il est également prévu la

création d'un "éco village" sur une superficie de 210 hectares, où des maisons à tourelle seront construites pour caractériser la culture et l'identité des Batamariba de Koutammakou. La réalisation des travaux du site du patrimoine culturel de Koutammakou devrait coûter 3 milliards FCFA.

Rappelons que cette étude permettra la planification de plusieurs activités à même de faire du site de koutammakou un pôle d'attraction culturel, touristique et surtout économique au bénéfice des populations locales, nationales et à toute la communauté internationale.

KADI

SALON DES BANQUES ET PME DE L'UEMOA

La 8e édition prend fin demain

Démarrée mardi dernier, la 8e édition du Salon des Banques et Petites et Moyennes Entreprises (SBPME) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), prend fin demain vendredi. Le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo ADEDZE, au nom du gouvernement, a présidé la cérémonie d'ouverture de Salon dont la vision est de promouvoir les PME de l'Union.

"Le financement et l'investissement des PME de l'UEMOA face aux crises et mutations des économies africaines", est le thème retenu pour cette édition particulière qui s'est déroulée simultanément en mode hybride depuis l'auditorium du Campus Sud de l'Université de Lomé en format physique, et en ligne avec les Agences universitaires francophones sur les campus universitaires des capitales des autres pays membres de l'UEMOA, à



Visite des stands par...

savoir Bamako, Abidjan, Cotonou, Ouagadougou et Niamey.

Le Salon des Banques & PME est une rencontre annuelle des Startups, Micros, Petites et Moyennes Entreprises et Industries de l'espace UEMOA. Il offre un espace d'échanges mutuels de solutions innovantes et de partage de meilleures pratiques afin de redynamiser les PME de l'UEMOA et intensifier les échanges inter et intra-communautaires entre les PME de l'UEMOA et d'ailleurs, les collectivités territoriales, les États, institutions financières, etc. "le SBPME-UEMOA est une

initiative qui vient compléter toutes les autres initiatives déjà existantes. L'objectif in fine est de parvenir à la transformation de nos économies grâce aux PME", a rappelé dans ce sens, Youépéné Hermann Nagalo, Secrétaire permanent du Salon, à l'entame de la cérémonie d'ouverture du salon.

"C'est avec beaucoup d'impatience que nous attendons les résolutions qui sortiront de vos travaux pour en tirer le meilleur profit", a pour sa part indiqué le ministre Kodjo ADEDZE, dans son discours de lancement officiel du



...le ministre Adédzé et sa délégation

Salon. Il a ensuite rappelé le chapelet de mesures prises par le gouvernement togolais en faveur des PME, en l'occurrence l'adoption d'une Charte des PME, actuellement en cours de vulgarisation.

Notons qu'au Togo, les PME représentent environ 80 % des entreprises selon les derniers résultats du recensement par l'institut national des statistiques et des études économiques et démographiques en 2017. Elles créent également plus de 60 % des emplois et contribuent à près de 80 % à la définition du PIB.

Plusieurs activités sont inscrites au programme de

cette édition dont des panels thématiques, des masterclass des managers de PME, des pitches de projets innovants, des séances de réseautage et des expositions et ventes

Experts des banques, des promoteurs, des dirigeants politiques, des organisations internationales et des partenaires financiers, prennent activement part à cette édition organisée avec l'appui de l'Agence Universitaire Francophone et de la Banque Arabe pour Développement Economique en Afrique (BADEA)

MAX

FORUM DES PRODUCTEURS AGRICOLES À ATAKPAMÉ :

Acteurs et Faure Gnassingbé pour échanger sur la stratégie que le Togo compte adopter

Le forum des Producteurs Agricoles du Togo qui a ouvert ses portes dans la région des savanes a connu son apothéose à Tsévié dans la région maritime. Il était annoncé que ce forum devrait se poursuivre dans les autres régions du pays. Ainsi le 8 février dernier les travaux de ce forum ont démarré également dans la

région des plateaux.

Pendant quatre jours, sur une initiative propre du Président de la République, la ville d'Atakpamé aura à vivre les programmes de transformation structurelle de l'agriculture togolaise avec ses défis et perspectives. Comme lors des deux précédents actes, les tra-

vaux de clôture seront marqués par un dialogue direct et engagé entre le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé et les producteurs. Une occasion pour ses derniers de créer entre eux et le Chef de l'Etat, un cadre d'échanges et d'écoute sur la stratégie que le pays compte adopter pour



Un agriculteur dans son champs

ce secteur.

Ce qui permettra à tout un chacun de trouver des approches consensuelles pour le développement de l'agriculture togolaise.

Rappelons que le FoPAT a pour vocation de se tenir dans les cinq régions du Togo.

Elom

SAFER

Chers usagers de la route,
 Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

JO PARIS 2024 :

Le Togo en pole position

En 2024, se tiendra à Paris les jeux Olympiques qui regrouperont différents athlètes des pays. Le Togo à travers le Comité National Olympique (CNO-TOGO) a commencé par s'activer à son niveau pour l'obtention de bons résultats. Une manière pour lui de rompre avec les places d'universalité qui sont souvent accordées au pays lors des Jeux Olympiques. Mais bien avant d'y arriver, l'institution présidée par le président Deladem Akpaki a mis en place une stratégie pour une qualification directe des athlètes aux Jeux Olympiques Paris 2024.

Cette stratégie se démontre par l'enchaînement des performances des athlètes togolais surtout féminins évoluant à l'extérieur du pays. C'est le cas de Naomi Akakpo, médaillée d'argent aux 5ème Jeux de la Solidarité Islamique Konya 2021, de Mathilde Maggioli, également boursière olympique du Togo, de Anaming Maheza, athlète

togolaise, spécialiste du marathon, qui évolue à Dakar, au Sénégal.

Les belles performances que montrent ces athlètes au plan international ne font que s'enchaîner ces derniers jours. Ceci se justifie par la qualité du travail qui se fait au niveau de CNO-TOGO qui ne ménage aucun effort pour avoir des résultats probants. Aussi l'institution nationale olympique multiplie ses sollicitations envers la Solidarité Olympique dans le cadre de ses programmes pour une mise à jour des connaissances des acteurs sportifs sur la bonne gouvernance, la planification d'une saison sportive, la détection des talents, et les techniques sportives. Par rapport à toutes ces stratégies, le CNO-TOGO a permis à la Fédération Togolaise de Tennis de Table qui bénéficie actuellement d'un stage technique de deux semaines pour ses entraîneurs des niveaux 1 et 2, avec la présence d'un expert formateur dépêché à Lomé par la

Solidarité Olympique. Un programme obtenu par l'entremise du CNO-TOGO.

Dans les perspectives des résultats, un séminaire de formation des Secrétaires Généraux et Directeurs Techniques Nationaux des Fédérations Nationales Sportives aura également lieu dans ce mois de février. Tout en revenant sur les performances des athlètes notre rédaction s'est intéressée à faire un zoom sur les noms cités plus haut.

Zoom sur ces athlètes

- Naomi Akakpo, médaillée d'argent aux 5ème Jeux de la Solidarité Islamique Konya 2021, spécialiste de l'épreuve 100m haies, vient de battre trois fois l'ancien record national sur 60m haies. La boursière olympique togolaise qui se prépare activement en France, a pulvérisé ce record détenu jusque-là par Sandrine Thiebaut-Kangni (8s68). Elle a respectivement fait un chrono de 8s64, 8s63 en série du meeting élite de



Anaming Maheza, spécialiste du marathon

Miramas, puis 8s51 en finale. Plus en forme que jamais, Naomi Akakpo est bien partie, déterminée et veut se battre jusqu'au bout pour les Jeux Olympiques Paris 2024.

-Mathilde Maggioli, également boursière olympique du Togo, ne cesse d'enchaîner les belles performances dans ses préparatifs pour les Jeux Olympiques Paris 2024. Elle est classée 8ème en gymnastique rythmique aux championnats de France individuel (National A 14-15) qui se sont déroulés à Nîmes en France du 27 au 29 janvier 2023. Mathilde Maggioli est médaillée d'argent au championnat interdépartemental de France le 20 novembre 2022.

- Anaming Maheza, athlète togolaise, spécialiste du marathon, qui évolue à Dakar, au Sénégal, réaffirme tout le bien qu'on pense d'elle. Après avoir participé aux 5èmes Jeux de la Solidarité Islamique Konya 2021, elle vient de faire sensation, en montant sur la plus haute marche du podium lors du semi-marathon Somone 2023 au

Sénégal.

Parlant toujours du travail bien fait, le Togolais, notre compatriote Bernard Adzorgenu vient d'être désigné parmi les 07 membres du jury du " Medal Design Competition " qui est une compétition de conception de médailles des Jeux olympiques de la Jeunesse (JOJ). La conception gagnante sera moulée en or, en argent et bronze, et sera décernée aux jeunes athlètes qui termineront sur le podium à la quatrième édition des JOJ d'hiver, qui se tiendra à Gangwon, République de Corée, en 2024.

Rappelons qu'au-delà du Togo, Bernard Adzorgenu représente l'Afrique au sein de ce jury, puisqu'il est le seul Africain parmi les 07 membres sélectionnés par le Comité International Olympique (CIO). C'est également dans ce contexte que le CNO-TOGO prépare les Jeux de Zone, la première de l'histoire au Togo. Par ailleurs, l'institution nationale olympique fêtera, le 16 février prochain, son jubilé de diamant (60 ans).

Elom



Naomi Akakpo, médaillée d'argent Jeux de la Solidarité Islamique Konya 2021 (g).



Mathilde Maggioli, boursière olympique du Togo (dt)

COOPÉRATION

Le Togo œuvre pour attirer des investissements américains

Au milieu de la semaine dernière, Mme la ministre de la promotion de l'investissement, Rose MIVEDOR a eu des échanges, à son cabinet à Lomé, avec Madame Elizabeth FITZ-SIMMONS, ambassadeur des Etats-Unis au Togo.

Le renforcement de la coopération entre les USA et le Togo a fait l'objet des échanges entre les deux personnalités.

Des questions de promotion et d'attraction des investissements, des réformes réalisées par le Togo ont été également abordées.

Les échanges ont aussi porté sur des actions à mener en vue d'attirer des hommes d'affaires américains au Togo.

Mme la ministre de l'investissement Rose Mivedor a invité l'ambas-



Une vue de la séance des échanges

sadeur des USA au Togo à faciliter la mise en

contact avec les organisations d'hommes d'affaires américains. Le but visé par cette invite est de leur faire découvrir le Togo pour promouvoir les investissements.

Rappelons que la feuille de route gouvernementale 2020-2025 a prévu la promotion des investissements pour booster l'économie nationale.

La Rédaction

Togocom le plus grand réseau 100% 4G+!

98% de la population togolaise couverte



4G+

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom